

Art. 3. — Le Premier ministre et le ministre de l'industrie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 1967.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
GEORGES POMPIDOU.

Le ministre de l'industrie,
RAYMOND MARCELLIN.

Administration centrale.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre des affaires étrangères et du ministre de l'industrie en date du 8 mars 1967, M. Geyre (Georges), administrateur civil de 1^{re} classe, 6^e échelon, affecté au ministère de l'industrie, est placé en service détaché auprès du ministère des affaires étrangères, pour une durée maximum de cinq ans à compter du 1^{er} novembre 1966, en vue d'occuper un poste d'attaché de coopération technique à l'ambassade de France au Liban.

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 62-379 du 3 avril 1962 fixant les dispositions applicables aux maîtres auxiliaires ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 1963 fixant la liste des titres et diplômes prévus pour la classification des maîtres auxiliaires d'éducation physique ;

Vu l'arrêté créant une commission nationale chargée d'examiner les demandes d'équivalence de diplômes ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 relatif aux attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Sur proposition de la commission réunie le 31 janvier 1967,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 26 décembre 1963 est complété ainsi qu'il suit :

Catégorie III.

a) Le certificat d'études supérieures d'éducation physique et sportive sans diplôme de culture générale.

Art. 2. — Les recteurs d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 1^{er} mars 1967.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
RENÉ HABY.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

Décret du 8 mars 1967 portant nomination d'un inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre.

Par décret du Président de la République en date du 8 mars 1967, M. Piron (Emile), directeur régional du travail et de la main-d'œuvre de 2^e échelon, à Nantes, est nommé inspecteur général du travail et de la main-d'œuvre et rangé au 1^{er} échelon de ce grade.

Le présent décret prendra effet du jour de l'installation de M. Piron dans ses nouvelles fonctions.

Taux et modalités de règlement des frais du contentieux général et du contentieux technique de la sécurité sociale.

Le ministre des affaires sociales et le ministre de l'agriculture,

Vu le livre II du code de la sécurité sociale, modifié par l'ordonnance n° 58-1275 du 22 décembre 1958, relatif au contentieux de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 58-1291 du 22 décembre 1958 modifié portant application de l'ordonnance susvisée, et notamment son article 58 ;

Vu le décret n° 59-351 du 27 février 1959 relatif au contentieux de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer ;

Vu l'arrêté du 28 avril 1959 fixant le taux et les modalités de règlement des frais du contentieux général et du contentieux technique de la sécurité sociale, modifié par l'arrêté du 24 février 1961,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'article 11 de l'arrêté du 28 avril 1959 modifié est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 11. — Les frais de déplacement et de séjour dus, éventuellement, aux assesseurs visés à l'article 2 sont calculés sur la base des tarifs fixés pour les agents classés dans le groupe I par le décret n° 66-619 du 10 août 1966 relatif aux modalités de remboursement des frais engagés pour les personnels civils de l'Etat à l'occasion de leurs déplacements ».

(Le reste sans changement.)

Art. 2. — Le directeur de l'assurance maladie et des caisses de sécurité sociale au ministère des affaires sociales et le directeur général de l'enseignement et des affaires professionnelles et sociales au ministère de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 1967.

Le ministre des affaires sociales,
Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
BERNARD GUITTON.

Le ministre de l'agriculture,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur du cabinet,
JEAN PINCHON.

Comités techniques d'importation.

PRODUITS BIOLOGIQUES ET OPOTHÉRAPIQUES

Par arrêté du 21 février 1967, il est procédé au renouvellement pour une durée de trois ans du comité technique d'importation des produits biologiques et opothérapiques.

La composition de ce comité est fixée comme suit :

MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLÉANTS
Le président de la chambre syndicale nationale des fabricants de produits pharmaceutiques.	Son représentant.
Le président de la chambre syndicale nationale des industries et de la répartition pharmaceutique et vétérinaire.	Son représentant.
Le président de la fédération nationale des syndicats pharmaceutiques.	Son représentant.
Le délégué général de l'union nationale des industries opothérapiques et biologiques (U.N.I.O.B.), 6, rue de La Trémoille, Paris (8 ^e).	Son représentant.
M. Jacquard, U.C.L.A.F., 35, boulevard des Invalides, Paris (7 ^e).	M. Higounet, Société Opodex, 16, rue Raymond-Ridel, La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine).
M. Wirth, Industrie biologique française, 35, quai du Moulin-de-Cage, Gennevilliers (Hauts-de-Seine).	M. Gauduchon, Laboratoire Byla, 20, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris (5 ^e).
M. Choay, Laboratoire Choay, 48, avenue Théophile-Gautier, Paris (16 ^e).	M. de Pierrebouurg, Laboratoires Endopancrine, 48, rue de la Procession, Paris (15 ^e).
M. Fournier, Laboratoire Fournier frères, 7, rue Biscornet, Paris (12 ^e).	M. Gillard, Laboratoire Hoffmann-La Roche, 10, rue Crillon, Paris (4 ^e).
M. Bruneau, Laboratoire Bruneau, rue de Berri, Paris (8 ^e).	M. Iscovesco, Laboratoire Iscovesco, 8, passage Morel, Montrouge (Hauts-de-Seine).
M. Gubler, Société Sorga, président du syndicat des collecteurs d'organes et produits physiologiques, 28, avenue Corentin-Cariou, Paris (19 ^e).	M. Rebhun, Savpo, 28, avenue Corentin-Cariou, Paris (19 ^e).
M. Badreau, Organotechnie, 27, avenue Jean-Mermoz, La Courneuve (Seine-Saint-Denis).	M. Chaussée, Etablissements Chaussée, 26-28, avenue Corentin-Cariou, Paris (19 ^e).
M. Arminjon, directeur général de la Société de chimie organique et biologique A. E. C., Commentry (Allier).	M. Pierre Dumas, directeur commercial de la Société de chimie organique et biologique A. E. C., Commentry (Allier).

Le secrétariat de ce comité est assuré par le service central de la pharmacie et des médicaments au ministère des affaires sociales.